

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

L'Ukraine est prête à envisager une zone démilitarisée dans le Donbass, une concession majeure pour mettre fin à la guerre

Le conseiller de Volodymyr Zelensky, Mykhaïlo Podoliak dit au « Monde » que cette zone imposerait un recul des forces ukrainiennes et russes des deux côtés de la ligne de front. Le président ukrainien a déclaré, jeudi, que toute cession de ces régions devrait être validée soit par une « élection », soit par un « référendum ».

Par Claire Gatinois et Philippe Ricard

Publié le 11 décembre 2025 à 19h47, modifié hier à 12h20 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le premier ministre britannique, Keir Starmer, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et Emmanuel Macron, à Londres, le 8 décembre 2025. HANNAH MCKAY / REUTERS

Le regard baissé et la voix blanche, le chancelier allemand, Friedrich Merz, l'a admis, jeudi 11 décembre : l'Ukraine est désormais « *prête* » à accepter des concessions territoriales. Selon nos informations, Kiev cède sur l'un des points majeurs des négociations menées avec les Etats-Unis et la Russie en acceptant la mise en place d'une zone démilitarisée dans le Donbass. Un renoncement analysé par l'Europe pour mettre fin à près de quatre ans de guerre.

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre en Ukraine : Donald Trump « extrêmement frustré » par Moscou et Kiev, selon la Maison Blanche](#)



Cette concession figure dans le « plan de paix » américain remanié par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui a été transmis à Donald Trump dans la soirée de mercredi. Emmanuel Macron, le premier ministre britannique, Keir Starmer et le chancelier allemand ont participé à la rédaction de cette « *proposition* », a reconnu Friedrich Merz.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Cette zone démilitarisée imposerait, dans l'esprit de Kiev, un recul des forces ukrainiennes et russes des deux côtés de la ligne de front actuelle, dans le Donbass. Cette région stratégique, bassin minier que convoite la Russie depuis 2014, pourrait basculer sous la supervision d'une force internationale, incluant les Etats-Unis, pour empêcher toute nouvelle agression russe.

« Une zone démilitarisée devra exister de part et d'autre de la ligne, dévoile au Monde le conseiller du président Volodymyr Zelensky, Mykhaïlo Podoliak. Il faudra décrire, de manière logique et juridique, si tous les types d'armements doivent être retirés ou uniquement les armes lourdes. Pour prévenir d'éventuelles violations, des représentants de missions de surveillance et un contingent étranger devront être présents afin de veiller au respect des principes et des accords. (...) C'est un format naturel de fin de conflit, sachant qu'une partie du territoire restera malheureusement sous occupation de facto de la Russie et qu'une ligne de séparation sera fixée de toute façon. »

« Contrôle de l'application des accords »

« Il faut définir clairement et précisément quels volumes et quelles missions seront confiés aux tiers », précise Mykhaïlo Podoliak, signifiant que les Ukrainiens souhaiteraient « idéalement » que les Etats-Unis participent à cette force de supervision afin d'assurer la « surveillance, le renseignement, le contrôle de l'application des accords, le contrôle de l'absence de mouvements non autorisés de troupes, le contrôle du respect de la ligne de séparation ».

Cette approche rappelle la zone démilitarisée (DMZ) mise en place entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, dans le cadre de l'armistice signé en 1953 pour mettre fin au conflit entre les deux pays – sans qu'aucun traité de paix n'ait été signé depuis. Dans le cas coréen, la DMZ fait quatre kilomètres de large sur 250 kilomètres de long sur la frontière entre les deux pays. Dans le cas ukrainien, elle pourrait être beaucoup plus longue et profonde.

La concession territoriale est déchirante pour Volodymyr Zelensky, mais elle doit lui permettre d'éviter l'abandon pur et simple, comme le réclame Moscou depuis des mois, des parties du Donbass que la Russie n'occupe pas – soit 20 % de la seule région de Donetsk. Cette exigence du Kremlin est une ligne rouge absolue pour le président ukrainien, conscient de l'opposition des milieux militaires et de la population ukrainienne à toute forme de reddition.

Lire l'analyse |  [Céder ou non le Donbass à la Russie, le dilemme de Volodymyr Zelensky](#)



Lundi, Volodymyr Zelensky rappelait qu'il n'avait pas le droit « *légal* » ni « *moral* » de céder des territoires ukrainiens. Tout compromis entre l'Ukraine et la Russie sur le contrôle des régions orientales devrait être « *juste* » et validé soit par une « *élection* », soit par un « *référendum* » en Ukraine, a précisé le président ukrainien jeudi. L'issue d'un tel scrutin n'est pas acquise, la population ukrainienne, certes épuisée et meurtrie par la guerre, étant viscéralement attachée à sa souveraineté et à son intégrité territoriale.

« Financement de la reconstruction »

Le document transmis aux Etats-Unis comporte trois parties, décrit Mykhaïlo Podoliak. La première concerne la fin de la guerre proprement dite, en une vingtaine de points. La deuxième détaille la construction d'une architecture de sécurité européenne pour l'après-guerre, y compris la question des garanties de sécurité censées dissuader la Russie de lancer de nouvelles offensives après un éventuel cessez-le-feu.

La troisième partie vise la reconstruction de l'Ukraine, pour rebâtir son économie et restaurer sa capacité de défense. « *L'agresseur doit contribuer au financement de la reconstruction, c'est un élément obligatoire pour conclure la guerre. Sinon, l'agresseur aura l'impression qu'il ne retire que des bénéfices*

du conflit et il n'y aurait aucun facteur dissuasif », prévient Mykhaïlo Podoliak. « *Les concessions acceptées par Zelensky sont des décisions difficiles, les deux volets sur les garanties de sécurité et la reconstruction sont un peu comme des lots de consolation, pour faire passer la pilule* », soupire un diplomate européen.

Suite à la parution de cet article, la présidence ukrainienne juge que l'interprétation du *Monde* est « *incorrecte* , ajoutant, sans démentir l'existence de réflexions sur une zone tampon, qu'« *il est possible de discuter de différentes choses, mais que la question est toujours dans les détails* ». Et de souligner qu'« *une décision ne peut être prise qu'au plus haut niveau politique ou par le peuple ukrainien.* »

Lire aussi |  [Guerre en Ukraine : qu'est-ce que la « ceinture fortifiée » de l'oblast de Donetsk, centrale dans la défense du Donbass ?](#)



Cette contre-proposition est censée ramener Donald Trump à de meilleures dispositions à l'égard de Kiev et des capitales européennes. Mercredi, lors d'une conversation téléphonique avec les dirigeants des E3 (Allemagne, France et Royaume-Uni), Donald Trump avait semblé exaspéré par le blocage des pourparlers, qu'il attribue à Kiev et à l'Europe, ignorant l'intransigeance russe. Il a été « *grossier* », rapporte l'un des participants. Dans un [entretien au site Politico](#) diffusé la veille, le chef de la Maison Blanche décrivait les dirigeants européens comme « *faibles* », parfois « *intelligents* », mais aussi « *stupides* ». Zelensky est surnommé par ses soins « P. T. Barnum », du nom de cet homme de spectacle et politicien du XIX^e siècle, qualifié outre-Atlantique de « *prince des charlatans* ».

Ultimatum à Noël

Donald Trump fustige aussi l'absence d'élection présidentielle en Ukraine, empêchée par les bombes russes. « *Ce n'est plus une démocratie* », tranche le milliardaire. « *Si les Etats-Unis et l'Europe contribuent à assurer la sécurité, garantir les droits électoraux et financer le processus, alors l'Ukraine est prête à organiser des élections. Il n'y a pas d'autre obstacle que la guerre elle-même. Zelensky est toujours prêt à la compétition politique et aux débats sur l'avenir du pays* », réplique Mykhaïlo Podoliak.

Le président américain saura-t-il gré à l'Ukraine des pas faits en sa direction ? Jeudi, Volodymyr Zelensky affirmait que Washington proposait la création d'une « *zone économique libre* » et démilitarisée dans l'est de l'Ukraine, précisant que la partie américaine envisageait un retrait de troupes russes du nord de l'Ukraine, mais leur maintien dans le Sud. L'armée russe se retirerait alors des zones sous son contrôle dans les régions de Soumy, Kharkiv et Dnipropetrovsk (nord, nord-est et centre-est), mais se maintiendrait dans celles de Kherson et Zaporijjia (sud).

Pour réconcilier les points de vue, une rencontre pourrait avoir lieu à Paris samedi entre les représentants américains, allemands, britanniques, français et ukrainiens. Le surlendemain, Friedrich Merz propose que les dirigeants se retrouvent à Berlin avec Donald Trump. Le milliardaire se déplacera-t-il ? « *Il y a une réunion samedi. On verra si on y participe (...). On ne veut pas perdre de temps* », a signalé l'intéressé jeudi, ajoutant que les Etats-Unis « *pourraient aider* » sur les garanties de sécurité, car elles sont « *un facteur essentiel à la réussite du projet* ».

Donald Trump, qui, à rebours de la réalité historique, fait endosser à l'Ukraine la responsabilité de cette guerre, a fixé à Kiev un ultimatum à Noël. Une date artificielle qui suscite un sentiment d'urgence. Mais « *Zelensky n'est pas sensible à la pression américaine* », veut croire Oleksandr Merejko,

le président de la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien. « *Si Trump nous lâche, il aura l'image d'un Chamberlain* [du nom du premier ministre britannique, signataire des accords de Munich et surnommé dans son pays le « Guilty Man », l'homme coupable] », dit-il, rappelant qu'à ses yeux, en dépit de tous les efforts faits par l'Ukraine, aucun terrain d'entente ne sera jamais possible avec Vladimir Poutine : « *Les Ukrainiens veulent vivre et Poutine veut nous tuer* », résume l'élu ukrainien.

Rectificatif le 12 décembre à 10 h 13 : correction d'une erreur sur les fonctions de Mykhailo Podoliak, conseiller du président Volodymyr Zelensky.

Mise à jour le 12 décembre à 12 h 20 : ajout de la réaction de la présidence ukrainienne.

Claire Gatinois et Philippe Ricard

Jeux

Découvrir



Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Du